



**PRÉFÈTE
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société CARBONE VERRE – Parc éolien de Boutavent
Commune de Formerie**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN en qualité de préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui prévoit :

« [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques [...] » ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui prévoit :

« L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées [...] » ;

Vu l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui prévoit :

« [...] Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification [...] » ;

Vu l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui prévoit :

« III. [...] L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement [...] » ;

Vu le bénéfice des droits acquis du 17 septembre 2012 de la société CARBONE VERRE pour l'exploitation du parc éolien de Boutavent, commune de Formerie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 14 juin 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2024, l'exploitant n'a pas présenté de suivi environnemental pour son parc ;

2. Il s'avère qu'aucun suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères n'a été réalisé ;

3. L'exploitant n'a pas réalisé de tests pour vérifier l'état fonctionnel de son parc pour la mise à l'arrêt, la mise à l'arrêt d'urgence et la mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse, en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur suivant une périodicité qui ne peut excéder un an. Le dernier contrôle a eu lieu le 11 avril 2023 ;

4. L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des installations électriques sur son parc depuis plus d'un an. Le dernier contrôle a eu lieu le 11 avril 2023 ;

5. L'exploitant n'a pas justifié que la société FE REUNAN réalisant le contrôle des installations électriques est bien un organisme compétent au sens de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

6. L'exploitant n'a pas procédé au contrôle des équipements de systèmes instrumentés afin de s'assurer de leur bon fonctionnement depuis moins d'un an. Le dernier contrôle a eu lieu le 24 avril 2023 ;

7. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Carbone Verre de respecter les prescriptions et dispositions des articles 12, 17, 18 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié et de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Carbone Verre, exploitant un parc éolien de deux machines et d'un poste de livraison sur la commune de Formerie (60), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 en réalisant un suivi environnemental permettant, notamment, d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs, **dans un délai de douze mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Article 2 :

La société Carbone Verre, exploitant un parc éolien de deux machines et d'un poste de livraison sur la commune de Formerie (60), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 en réalisant des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements du parc pour la mise à l'arrêt, la mise à l'arrêt d'urgence et la mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse, en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

La société Carbone Verre, exploitant un parc éolien de deux machines et d'un poste de livraison sur la commune de Formerie (60), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 en réalisant un contrôle des installations électriques intérieures et du poste de livraison, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 :

La société Carbone Verre, exploitant un parc éolien de deux machines et d'un poste de livraison sur la commune de Formerie (60), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en justifiant que la société FE REUNAN réalisant le contrôle des installations électriques est bien un organisme compétent, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 :

La société Carbone Verre, exploitant un parc éolien de deux machines et d'un poste de livraison sur la commune de Formerie (60), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 en transmettant les éléments attestant des tests de 2024 des systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 5 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. La juridiction est compétente en premier et dernier ressort. Le ministère d'avocat est obligatoire.

Elle peut être déférée à la Cour administrative d'appel de Douai, 50 Rue de la Comédie, 59500 DOUAI dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La Cour administrative d'appel peut être saisie au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 8 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Formerie pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Formerie fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de la commune de Formerie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **08 JUIL. 2024**

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société Carbone Verre

Monsieur le Maire de la commune de Formerie

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

Madame l'Inspectrice de l'environnement s/c de Monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

